

*La Constitution*

J'ai reçu près de 500 réponses au questionnaire qui accompagnait mon bulletin parlementaire et je dois dire qu'elles étaient très semblables à celles obtenues sur un questionnaire que j'ai distribué durant les forums constitutionnels. Je vais donc limiter mes remarques aux commentaires que j'ai entendus durant les trois forums et aux résultats des questionnaires distribués à ces occasions.

Pour commencer, j'étais très heureux de voir l'intérêt que portent mes électeurs au débat constitutionnel. Je voudrais évidemment remercier tous ceux qui ont bravé le froid pour venir discuter avec leur député, leurs amis et leurs voisins d'une question qui revêt pour eux une importance considérable.

J'ai été particulièrement enchanté de constater que les participants à chaque forum étaient généralement unanimes dans leur désir de voir le Canada demeurer un pays uni et fort.

Ils ont aussi manifesté un appui considérable à l'égard de nos autochtones. Une bonne majorité d'entre eux appuyait la reconnaissance du droit des autochtones à l'autonomie gouvernementale et leur participation aux présentes délibérations constitutionnelles. Un grand nombre des participants à nos réunions se sont dits en faveur d'une modification constitutionnelle qui permettrait d'étudier ultérieurement les questions autochtones non réglées dans le cadre des pourparlers constitutionnels actuels.

En ce qui concerne la réforme du Sénat, les participants ont massivement appuyé l'idée d'un Sénat élu. Les opinions étaient toutefois très partagées quant à savoir si un nombre égal de sénateurs devraient représenter les diverses régions du Canada. De plus, un consensus net ne s'est pas dégagé au sujet d'un nombre égal de sénateurs qui représenteraient chaque province.

Pour ce qui est de la réforme du Sénat, une forte majorité de participants estiment qu'il devrait y avoir davantage de votes libres et que les sièges à la Chambre devraient être comblés dans les 120 jours suivant le moment où ils sont devenus vacants.

La majorité des participants ont par ailleurs rejeté la proposition visant à reconnaître le Québec comme société distincte. Même si je suis personnellement en faveur de cette proposition, je respecte l'opinion de mes électeurs et je m'encourage à l'idée qu'ils voient d'un bon oeil

la reconnaissance de la dualité linguistique canadienne à titre de caractéristique fondamentale de notre pays.

Les participants sont en faveur de l'inclusion de la clause Canada dans notre Constitution, mais ils s'inquiètent de sa teneur; certains ont d'ailleurs souligné l'ambiguïté de quelques aspects que l'on souhaiterait inclure dans cette clause.

Les participants ont examiné de près les propositions concernant l'établissement d'un marché commun pan-canadien et le projet d'union économique. La libre circulation des personnes, des biens et des services partout au Canada a été très bien accueillie, mais certains ont dit que des précisions s'imposaient. Des préoccupations précises ont été exprimées au sujet des modalités de l'union économique et de ses conséquences.

L'harmonisation des politiques économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces a toutefois été appuyée, tandis qu'on s'est demandé si oui ou non le gouvernement fédéral ou les provinces devraient avoir la compétence exclusive dans certains domaines.

On s'est interrogé également sur les dépenses fédérales dans des domaines de compétence provinciale. La plupart des participants veulent obtenir l'assurance que des programmes et services uniformes subsisteront partout au Canada et que les fonds fédéraux ne seront pas réduits si les provinces obtiennent la pleine compétence dans des domaines précis où le gouvernement central est présent en ce moment.

Sur un plan plus général, la plupart des participants étrangers à ma circonscription estiment que les propositions fédérales sont trop ambiguës. Une autre observation qui revient souvent est que les propositions sont tout simplement trop nombreuses. Beaucoup de Canadiens ont exprimé le même avis ces derniers jours.

Ce sont deux opinions que je partage. J'admets que ce sont de simples propositions et j'espère qu'un certain nombre d'entre elles seront mieux définies dans leur version finale, comme notre parti l'a proposé au gouvernement

Je crois aussi que les propositions finales qui seront soumises à la Chambre seront moins nombreuses. Pour l'instant, je laisse ces deux questions entre les mains du comité, fort compétent, qui discute actuellement des propositions du gouvernement.